



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 44 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Philippines : La banque centrale relève son taux directeur de 50 points de base à 5,5 % face à la persistance de l'inflation
- ❖ Vietnam : gel des actifs étrangers de VietJet par la justice britannique
- ❖ Laos : Le gouvernement revalorise de 36 % le salaire minimum pour soutenir le pouvoir d'achat

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**5,2 %**

De croissance prévue  
par le FMI pour la  
Malaisie en 2026

### Région

#### Mise à jour des prévisions de long terme du FMI pour l'ASEAN: la Malaisie progresse, les Philippines déclassées

Selon les projections du *World Economic Outlook* (WEO) d'octobre 2026, l'Indonésie conserverait largement son rang de première économie de l'ASEAN en 2031, avec un PIB nominal projeté à 2 228 Md USD. Suivent Singapour (851 Md USD, +1 place par rapport aux prévisions d'octobre 2025), le Vietnam (807 Md USD, +1) et la Malaisie (767 Md USD, +2). Cette dernière enregistrerait la progression la plus marquée du classement, dépassant les Philippines (754 Md USD, -3 places) et la Thaïlande (699 Md USD, -1). Ces révisions traduisent une divergence croissante des perspectives économiques régionales. Le FMI a notamment relevé ses prévisions de croissance réelle pour 2026 à 5,2 % en Malaisie (+0,5 point de pourcentage par rapport à avril, voir article dédié ci-après), 5,0 % à Singapour (+1,5 point) et 8,4 % au Vietnam (+1,3 point), ces économies bénéficiant de la vigueur du cycle technologique mondial, des investissements internationaux et de la reconfiguration des chaînes de valeur. À l'inverse, la croissance philippine a été révisée à 3,4 % en 2026 (-0,7 point), dans

un contexte de tensions inflationnistes liées à la crise au Moyen-Orient et de contraintes pesant sur la demande intérieure, tandis que la Thaïlande demeure pénalisée par une croissance structurellement faible (2,1 % en 2026 et 2027). Lors des Assemblées annuelles d'octobre, le FMI a toutefois souligné la fragilité de cette dynamique régionale face au choc énergétique, aux tensions commerciales et à une éventuelle correction du cycle de l'IA.

| PIB nominal<br>(Md USD) | 2025 | 2026p | 2031p | Rang 2031 | Evolution<br>depuis<br>octobre 2025 |
|-------------------------|------|-------|-------|-----------|-------------------------------------|
| Indonésie               | 1446 | 1 480 | 2 228 | 1         | -                                   |
| Singapour               | 604  | 668   | 851   | 2         | +1                                  |
| Vietnam                 | 494  | 542   | 807   | 3         | +1                                  |
| Malaisie                | 472  | 547   | 767   | 4         | +2                                  |
| Philippines             | 487  | 502   | 754   | 5         | -3                                  |
| Thaïlande               | 577  | 599   | 699   | 6         | -1                                  |
| Birmanie                | 82   | 83    | 107   | 7         | -                                   |
| Cambodge                | 51   | 54    | 78    | 8         | -                                   |
| Laos                    | 17   | 18    | 24    | 9         | -                                   |
| Brunei                  | 15   | 19    | 19    | 10        | -                                   |
| Timor-Leste             | 2    | 2     | 3     | 11        | -                                   |

Source : Données FMI, World Economic Outlook, octobre 2026.

## Pas de nouvelle licorne en Asie du Sud-Est cette année

Selon une analyse de Nikkei Asia, les levées de fonds en capital-investissement des start-up d'Asie du Sud-Est connaissent une reprise en 2026, atteignant leur plus haut niveau depuis quatre ans. Cette amélioration est toutefois largement liée au financement du groupe *DayOne Data Centers*, et demeure concentré à Singapour, dont les entreprises ont capté près de 92 % des levées de fonds régionales au S1 2026, selon *DealStreetAsia*. Cette polarisation reflète notamment un environnement réglementaire plus favorable aux investisseurs internationaux, alors que les autres économies de la région pâttissent de contraintes administratives, d'un accès limité aux capitaux et des scandales de gouvernance. L'ensemble de la région – Singapour compris – souffrirait également du manque de possibilités de sortie pour les investisseurs, notamment par introduction en bourse. Enfin, la région représente un marché régional de 4 500 Md USD, mais qui reste fragmenté : les différences réglementaires et linguistiques limitent l'expansion transfrontalière des start-up, et leur passage à l'échelle. Ces difficultés structurelles pèsent sur l'émergence de nouveaux champions régionaux : pour la première fois depuis 2018, aucun nouvel acteur n'a atteint le statut de licorne (valorisation supérieure à 1 Md USD) depuis le début de l'année.

# Indonésie

## L'Indonésie réduit ses exportations de gaz par gazoduc vers Singapour, un impact limité pour la cité-État

L'Indonésie a réduit, depuis le 24 octobre et pour une durée indéterminée, ses exportations de gaz par gazoduc vers Singapour de 31 millions de pieds cubes standard par jour (mmscfd), soit environ 14 % de ses livraisons quotidiennes moyennes de 2025 selon Bloomberg. Selon les autorités indonésiennes cette mesure vise à sécuriser l'approvisionnement électrique des centrales de Batam, Bintan et Sumatra, conformément à la loi sur les hydrocarbures, qui impose de donner la priorité au marché intérieur dans un contexte de déclin de la production nationale. Une mesure comparable avait d'ailleurs été envisagée dès avril 2025. Le calendrier de la décision soulève néanmoins des interrogations : elle fait suite aux déclarations du ministre de l'énergie Bahlil Lahadalia, qui menaçait de réexaminer les contrats conclus avec les pays ne témoignant pas de « respect » envers l'Indonésie, sur fond de tensions bilatérales liées aux incendies de forêt. Si l'impact demeure marginal pour Singapour (moins de 2 % de sa demande quotidienne selon l'Energy Market Authority, article dédié plus bas), la portée de la mesure apparaît également limitée côté indonésien. Selon l'INDEF, les volumes réalloués ne couvrent qu'environ 3 % du déficit domestique. Les analystes craignent en outre que cette remise en cause unilatérale de contrats n'entame la fiabilité de l'Indonésie comme partenaire commercial et ne freine les investissements gaziers, qui exigent une visibilité sur les débouchés.

## L'Indonésie reporte à octobre 2028 l'entrée en vigueur de l'obligation de certification halal

Le gouvernement indonésien a reporté à octobre 2028 l'entrée en vigueur de l'obligation de certification halal initialement prévue le 18 octobre 2026 pour plusieurs catégories de produits. Cette décision intervient alors même que l'Agence d'Assurance des Produits Halal (BPJPH) écartait encore récemment toute hypothèse de report. Selon le ministère coordinateur des affaires économiques, ce délai supplémentaire vise à laisser aux entreprises le temps de se préparer. Il sera formalisé par une modification du règlement gouvernemental n° 42/2024. Le report bénéficie, dans le secteur alimentaire (aliments, boissons et produits carnés), aux micros et petites entreprises ainsi qu'aux produits importés. Il s'applique en outre à l'ensemble des entreprises pour les cosmétiques, les médicaments traditionnels, les compléments alimentaires et les produits chimiques. Le règlement BPJPH n° 4/2026, qui soumettait depuis septembre les produits halal importés à une vérification de conformité préalable, sera par ailleurs abrogé. L'application de l'obligation halal aux importations tiendra par ailleurs compte de l'état d'avancement des accords de reconnaissance mutuelle avec les partenaires internationaux.

# Malaisie

## Le FMI réhausse sa prévision de croissance à 5,2 % en 2026

Dans son rapport régional d'octobre 2026, le Fonds monétaire international (FMI) a réhaussé ses prévisions de croissance du PIB malaisien, de 4,6 % à 5,2 % en 2026, avant un ralentissement à 4,7 % en 2027. Cette dynamique est principalement portée par la vitalité des exportations technologiques et par l'afflux d'investissements dans les centres de données (44 % du total des investissements approuvés au semestre 1 2026). Si la hausse des prix de l'énergie se répercute jusqu'ici de manière limitée sur l'inflation, grâce aux subventions énergétiques du gouvernement, l'institution appelle toutefois à la prudence concernant la demande intérieure : la consommation des ménages progresse plus rapidement que les revenus sous l'effet de l'endettement des ménages.

## Le gouvernement lance le plan NCLAP 2030 contre la vie chère

Afin d'atténuer la pression inflationniste et de réduire la pauvreté absolue à 4,7 % d'ici 2030, le gouvernement a dévoilé le 24 octobre le National Cost of Living Action Plan 2030, qui prévoit 429 mesures réparties autour de deux priorités : l'augmentation des revenus et la stabilisation des prix. Côté revenus, les aides en espèces STR et SARA sont portées à 3,9 Md USD dans le budget 2027, soit jusqu'à 1 100 USD par an et par bénéficiaire. Plus de 900 M USD ont par ailleurs été approuvés pour 6 800 petites et moyennes entreprises (PME) touchées par le conflit au Moyen-Orient, via un fonds de stabilisation dédié (SME SRF). Sur le front des prix, le riz et l'huile de cuisson restent subventionnés, tandis que le gaspillage alimentaire est ciblé. Pour réduire l'écart de prix lié à l'éloignement, un comité dédié à la stabilisation des prix est créé pour le Sabah, le Sarawak et Labuan. Côté éducation, le préscolaire devient gratuit et obligatoire dès 5 ans, et le remboursement des prêts étudiants sera indexé sur les revenus. Pour le logement, l'objectif est de construire 500 000 logements abordables d'ici 2030, avec une exonération totale des droits de timbre sur un premier achat jusqu'à 123 000 USD.

## Petronas, TotalEnergies et Mitsui signent un accord sur le stockage de carbone

Petronas, TotalEnergies et Mitsui ont signé un accord de coentreprise pour développer des sites de stockage de CO<sub>2</sub> au large de la Malaisie péninsulaire, dans le cadre du projet Southern CCS Hub. Cet accord s'inscrit dans la continuité de leur coopération engagée en 2023 et renforcée en 2025.

Il prévoit la création d'une société dédiée au développement, à l'exploitation et à la commercialisation des infrastructures de

stockage. La première phase ciblera un gisement de gaz épuisé, offrant une capacité d'injection pouvant atteindre 5 M tonnes de CO2 par an avec de premières injections prévues dès 2031. En alliant leurs expertises, les trois groupes entendent asseoir la position de la Malaisie comme pôle régional en matière de captage et stockage de carbone. Cet accord s'insère dans la trajectoire du pays d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, dans le cadre de la feuille de route pour la transition énergétique (NETR).

## Singapour

### **Singapour renforce sa sécurité énergétique face à la hausse de la demande et aux tensions régionales**

Le 26 octobre, à l'occasion de la *Singapore International Energy Week*, le ministre de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie, Tan See Leng, a présenté les priorités énergétiques de Singapour pour répondre à la hausse de la demande électrique et sécuriser ses approvisionnements. Cette annonce intervient alors que l'Indonésie a réduit depuis le 24 octobre ses exportations de gaz par gazoduc vers la cité-État de 9 % afin de privilégier sa consommation intérieure (voir article dédié plus haut). Si cette décision souligne la dépendance énergétique de Singapour, où 95 % de l'électricité est produite à partir de gaz naturel, son impact reste limité, la réduction ne représentant que moins de 2 % de la demande gazière nationale. Parallèlement, la demande électrique de pointe pourrait atteindre 9,9 à 13 GW d'ici 2031, contre 8,6 GW en août 2026, portée notamment par le développement des semi-conducteurs et des centres de données. Pour accompagner cette croissance, les autorités prévoient la mise en service de cinq nouvelles centrales à gaz d'ici 2031, augmentant de 26 % les capacités de production, actuellement proches de 12 GW. Cette expansion s'accompagne d'une stratégie de diversification des approvisionnements, reposant notamment sur le développement des importations de GNL et des interconnexions électriques régionales. Singapour a ainsi accordé une autorisation conditionnelle à Sembcorp pour importer jusqu'à 1,3 GW d'électricité bas-carbone depuis et via la Malaisie, tandis qu'une nouvelle interconnexion électrique de 2 GW avec la Malaisie est envisagée d'ici 2030.

### **Singapour renforce le soutien à l'IA et à l'industrialisation des technologies de rupture lors de SWITCH**

Organisée du 27 au 29 octobre 2026, la Singapore Week of Innovation and Technology (SWITCH) a été l'occasion pour le gouvernement de renforcer le déploiement de l'IA dans l'économie. Le vice-Premier ministre Gan Kim Yong a annoncé les 24 premières entreprises du programme « *Champions of AI* », qui accompagnera

leur transformation globale : refonte des processus, formation et diffusion auprès des fournisseurs. Il a également lancé MARVEL-AI, doté de 150 M SGD de financement public (environ 105 M EUR) : pilotée par A\*STAR, cette plateforme combinera IA et laboratoires automatisés pour accélérer la découverte et l'industrialisation de matériaux, notamment pour les semi-conducteurs, l'énergie et la chimie. Le dispositif « *Catalytic AI Solutions* » soutiendra parallèlement des applications mutualisées pour les PME, notamment dans la logistique et le commerce de gros. Parmi les protocoles d'accord signés à l'occasion de la SWITCH figurent ceux d'A\*STAR avec XtalPi (Chine) sur les matériaux et de SkyDrive (Japon) avec six entreprises singapouriennes sur l'aviation électrique. Dans le cadre du volet quantique de l'événement, Maud Vinet, dirigeante de Quobly (France), a présenté les perspectives d'industrialisation du calcul quantique sur silicium, en soulignant le rôle des partenariats locaux et de l'intégration aux infrastructures de calcul existantes.

### **Keppel enregistre une hausse de 20 % de son bénéfice au T3 2026, portée par les infrastructures énergétiques et numériques**

Selon les résultats publiés le 29 octobre, le groupe singapourien Keppel a enregistré une progression de 20 % de son bénéfice net au T3 2026 en glissement annuel, soutenue par ses activités de gestion d'infrastructures et de connectivité, notamment via les centres de données. Sur les neuf premiers mois de l'année, son bénéfice net recule toutefois de 40 %, sous l'effet de la dépréciation de ses actifs non stratégiques en cours de cession. Hors de ce périmètre, le bénéfice des activités principales (« *New Keppel* ») progresse de plus de 20 %, illustrant la réorientation du groupe vers la gestion d'actifs et les infrastructures essentielles. Cette transformation s'accompagne d'une hausse de 18 % des commissions de gestion, à 354 M SGD, et de 4,5 Md SGD d'acquisitions depuis janvier. Les performances opérationnelles reflètent notamment la montée en puissance des infrastructures énergétiques, avec une progression de 7 % de l'EBITDA de l'activité de production électrique, soutenue par la mise en service en mai d'une centrale de 600 MW, ainsi que le développement des solutions technologiques, dont l'EBITDA a augmenté de 110 %. Ces résultats illustrent le repositionnement des grands conglomérats singapouriens vers des activités à revenus récurrents, à l'intersection de la transition énergétique et du développement des infrastructures numériques.

# Vietnam

## **FINANCIER : Hô Chi Minh-Ville prévoit d'encadrer les fonds d'investissement de son centre financier international dès novembre**

Le Vietnam accélère la mise en place de son centre financier international à Hô Chi Minh-Ville (VIFC-HCMC), avec la publication prévue en novembre 2026 des règles et procédures d'admission des fonds d'investissement. Annoncée le 27 octobre par Trương Minh Huy Vũ, vice-président du Comité populaire municipal, lors du Forum économique d'automne 2026, cette mesure vise à renforcer l'attractivité de la place financière auprès des investisseurs internationaux. Le centre a déjà accueilli ses dix premiers membres, constitués sous forme de sociétés holding, avec un objectif de mobilisation de 2,7 Md USD d'ici 2027. Le futur dispositif prévoit trois catégories de fonds, selon des modèles inspirés de Singapour, de Dubaï et de Hong Kong. L'objectif dépasse la mobilisation de capitaux : il s'agit de canaliser ces financements vers l'économie réelle, en donnant la priorité à Hô Chi Minh-Ville et à la région du Sud-Est. L'élargissement du périmètre de la municipalité de HCMC en 2025, intégrant notamment Bình Dương et Bà Rịa-Vũng Tàu, va permettre d'étendre les bénéfices à ces provinces industrielles et renforcer l'industrie, les services, le commerce et la logistique dans la zone. À terme, le VIFC-HCMC doit contribuer au financement des infrastructures, de l'énergie et de la transformation économique du Vietnam, qui ambitionne de devenir un pays à revenu élevé d'ici 2045.

## **IMMOBILIER : Les transactions au Vietnam tombent à leur plus bas niveau depuis la pandémie**

Le marché immobilier vietnamien connaît un net ralentissement au troisième trimestre 2026, avec 92 004 transactions enregistrées à l'échelle nationale, leur niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre 2021, selon le ministère de la Construction. Cette contraction s'explique notamment par la flambée des prix, la hausse des coûts d'emprunt et le manque de logements abordables. À Hanoï, les prix des appartements neufs ont augmenté en moyenne de 25 % par an entre 2021 et 2025, tandis que les revenus des ménages n'ont progressé que de 9 % par an. Au cours des neuf premiers mois de 2026, près de la moitié des appartements mis en vente dans la capitale dépassaient 8 Md VND (environ 309 000 USD). Selon Savills, les transactions pour des appartements à Hanoï pourraient reculer de 25 à 35 % sur l'ensemble de l'année 2026, tandis que celles des villas et maisons de ville chuteraient de 60 à 75 %. À Hô Chi Minh-Ville, les ventes d'appartements ont déjà diminué de 26 % sur un an au cours des neuf premiers mois. Face à cette situation, le gouvernement entend accélérer le développement du

logement social et locatif et renforcer la régulation du marché. Parallèlement, la Banque d'État du Vietnam a demandé aux banques de réduire leurs taux de crédit de 1,5 à 2 points pour soutenir la production, les entreprises et les secteurs prioritaires. L'évolution du marché dépendra notamment de l'accessibilité du crédit, de l'arrivée de nouvelles offres et de l'avancement des grands projets d'infrastructures.

## **AVIATION : gel des actifs étrangers de VietJet par la justice britannique**

Le 15 octobre dernier, la Haute Cour de justice britannique a ordonné un gel mondial des actifs de VietJet, compagnie low cost vietnamienne, à hauteur de 251,6 millions USD. Cette décision couvre la flotte en location, le carnet de commandes d'aéronefs (plus de 300 Airbus et Boeing), d'équipements, de moteurs et les recettes de billetterie. Elle fait suite à deux précédentes décisions de la justice britannique de juillet 2024 et avril 2025 dans le cadre du contentieux opposant VietJet à FW Aviation, filiale du fonds britannique FitzWalter Capital. Le litige entre les deux sociétés porte sur la location avec option d'achat de quatre Airbus A321 pendant la pandémie de Covid-19 et pour lesquels les loyers n'ont pas été payés par la compagnie aérienne vietnamienne jusqu'à résiliation des baux en 2021. Bien que condamnée en 2025 à payer 181,5 M USD (indemnités de résiliation et loyers impayés) à FW Aviatia, VietJet ne s'est acquitté que de 2 M USD d'où l'ordonnance de gel à son encontre. Si le gel ne suspend pas les vols et n'affecte pas les actifs de VietJet au Vietnam, toute opération sur les commandes ou location d'aéronefs hors du Vietnam requiert désormais l'autorisation du tribunal. Pour rappel, VietJet est une compagnie aérienne low cost vietnamienne fondée en 2007. Elle exploite une centaine d'avions et a transporté près de 28 millions de passagers en 2025.

## **Thaïlande**

### **Subvention gouvernementale de 1,5 Md USD pour l'installation de panneaux solaires**

Le Conseil des Ministres a approuvé le 27 octobre 2026 un programme de subvention de 1,5 Md USD (50 Md THB) pour l'installation de panneaux solaires sur les toits. Le programme vise 1 M de personnes dans sa première phase, avec une aide pouvant aller jusqu'à 50 000 THB par foyer. Il est financé par le volet « transition énergétique » (6 Md USD) de l'emprunt spécial (12 Md USD) contracté en mai 2026 pour mitiger l'impact du choc énergétique. Ce dispositif exclut les logements équipés de compteurs temporaires et les condominiums. Outre les installations sur toiture, le dispositif couvre également les panneaux au sol et les systèmes solaires flottants sur plans d'eau. Les participants devront installer un système de 5-10

kWc, faire appel à un installateur agréé et effectuer le raccordement au réseau électrique dans un délai imparti.

## **Maintien du taux directeur à 1,0 % et rehaussement des prévisions de croissance de la *Bank of Thailand***

Le comité de politique monétaire de la Bank of Thailand (BoT) a maintenu le 28 octobre 2026 son taux de refinancement à 1,00 % à l'unanimité, un de ses membres étant absent. Le comité a indiqué que la croissance, bien que bénéficiant du cycle technologique/de l'IA, restait inférieure à son potentiel, et ses bénéfices inégaux. En outre, la BoT a revu ses prévisions de croissance à la hausse, à +2,4 % pour 2026 (contre +2,3 % estimé en juin) et +2,1 % en 2027 (contre +1,8 %), grâce aux exportations de marchandises et à l'investissement privé liés au cycle technologie/IA. L'inflation est attendue à 2,1 % en 2026 et à 1,3 % en 2027. Néanmoins, la BoT évoque une surveillance étroite des risques inflationnistes liés aux hausses du cours du pétrole et au phénomène El Niño.

## **Accord entre le ministère du Commerce et les plateformes de e-commerce pour réduire les commissions de vente**

Le ministère du Commerce a conclu le 28 octobre 2026 un accord avec les plateformes numériques Shopee, TikTok Shop et Lazada pour réduire les commissions de vente (GP) des PME. Du 1er décembre 2026 au 31 mai 2027, les trois plateformes reviendront aux taux en vigueur au 1er janvier 2026, soit des baisses maximales de - 33,3 % chez Shopee, -35 % chez TikTok Shop et -42,9 % chez Lazada. Près de 1,2 M de commerçants thaïlandais seraient éligibles, à la condition d'avoir finalisé leur enregistrement e-commerce, ce qui représenterait une baisse de frais agrégé estimée à 56 M USD. Par ailleurs, Le ministère du Commerce a chargé l'Agence de développement des transactions électroniques (ETDA) et le Bureau de la Commission sur la concurrence commerciale de rédiger un projet de loi relatif à l'économie des plateformes numériques, afin d'adapter le cadre juridique à l'évolution des conditions et des modèles économiques des plateformes.

# **Philippines**

## **La banque centrale relève son taux directeur de 50 points de base à 5,5 % face à la persistance de l'inflation**

La Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP) a surpris les marchés ce 22 octobre 2026, en relevant son taux directeur de 50 points de base (pb), à 5,50 %, au lieu des 25 pb anticipés. Cette quatrième augmentation consécutive porte le resserrement monétaire cumulé à 125 pb depuis avril 2026 et constitue la plus forte hausse depuis février 2023. Cette décision intervient dans un contexte d'accélération de l'inflation, qui a

atteint 7,2 % en septembre, contre 6,1 % en août, sous l'effet notamment de la hausse des prix énergétiques liée aux tensions persistantes au Moyen-Orient et de la dépréciation du peso qui a atteint un nouveau plus bas historique cette semaine à 64,2PHP/USD. La BSP maintient sa prévision d'inflation moyenne à 6,1 % pour 2026, mais relève celle de 2027 de 5,4 % à 6,0 %, notamment à cause des risques pesant sur les prix alimentaires liés au phénomène El Niño. Son gouverneur, Eli Remolona, n'exclut pas de nouvelles hausses de taux afin de contenir les anticipations inflationnistes, malgré le ralentissement de l'activité économique (+2,3 % au T2 2026).

## **Les États-Unis envisagent un financement de 5 Md USD pour soutenir le développement du nucléaire**

Les Philippines pourraient bénéficier d'un financement américain pouvant atteindre 5,0 Md USD pour soutenir le développement de leur filière nucléaire. Selon le ministère de l'Énergie (DOE), la US International Development Finance Corporation (DFC) étudie la mise en place de prêts d'une maturité maximale de 25 ans, destinés aux entreprises privées souhaitant investir dans la production d'électricité nucléaire. Parallèlement, le DOE poursuit ses discussions avec l'Export-Import Bank of the United States (EXIM) pour financer des études de faisabilité et des prestations d'ingénierie, ainsi qu'avec l'Asian Development Bank (ADB) pour développer des mécanismes de rehaussement de crédit facilitant la viabilité financière des projets. Ces initiatives s'inscrivent dans la stratégie énergétique philippine visant à intégrer 1 200 MW de capacités nucléaires d'ici 2032, puis 4 800 MW à l'horizon 2050, notamment grâce au déploiement de petits réacteurs modulaires (SMR). Plusieurs énergéticiens philippins, dont MERALCO, ABOITIZPOWER, SAN MIGUEL POWER et PRIME INFRA, ont manifesté leur intérêt. Le gouvernement examine également plusieurs sites potentiels, notamment à Bataan, Batangas et Palawan, et poursuit ses échanges avec des fournisseurs internationaux de technologies nucléaires (Corée, Canada, Russie, Japon).

## **L'ADB envisage un prêt de 500 M USD pour un projet de développement urbain à Manille**

L'Asian Development Bank (ADB) étudie l'octroi d'un prêt de 500,0 M USD à SM Smart City Infrastructure and Development Corp., filiale de SM PRIME HOLDINGS, pour financer les infrastructures du projet de développement urbain Pasay 360, situé sur 360 hectares de terres gagnées sur la baie de Manille. Ce financement non souverain, dont l'approbation est prévue le 25 novembre 2026, couvrirait notamment la construction de routes, de ponts, de réseaux d'approvisionnement en eau et en électricité, ainsi que d'installations de traitement des eaux usées et de protection contre les inondations. Un cofinancement supplémentaire de 150,0 M USD est également envisagé par l'Asian Infrastructure Investment Bank

(AIIB), portant le financement potentiel à 650,0 M USD. L'ADB classe toutefois le projet dans la catégorie des risques environnementaux et sociaux « substantiels », en raison notamment de ses conséquences potentielles sur la biodiversité, les communautés côtières et la gestion des risques climatiques.

## Cambodge

### De nouveaux vols pour enrayer la chute des arrivées

Selon le ministère du Tourisme, le Cambodge a accueilli 2,46 millions de visiteurs internationaux sur les neuf premiers mois de 2026, contre 4,37 millions un an plus tôt (-43,7 %). Le Vietnam (691 486 arrivées) et la Chine (643 314) restent les deux premiers marchés, devant les États-Unis et la France. Pour relancer la fréquentation étrangère, le gouvernement mise sur la connectivité aérienne avec l'Asie du Nord-Est. Depuis le 25 octobre, China Eastern est passée de trois à quatre vols par semaine entre Kunming et l'aéroport international Siem Reap-Angkor. La compagnie coréenne Trinity Airways ouvrira une liaison quotidienne Séoul-Siem Reap pendant la saison haute (24 décembre au 3 mars 2027). Cambodia Airways a annoncé une ligne directe Canton-Siem Reap, et Air Cambodia passe à trois vols hebdomadaires entre Phnom-Penh et Nanning. Ces ouvertures visent en priorité la clientèle chinoise et coréenne, dont dépend fortement le site d'Angkor. Elles interviennent à l'approche de la haute saison touristique, qui commence en novembre. Le secteur reste toutefois loin de son niveau de 2025.

### La relation commerciale se prépare avant la visite d'État

En marge du SIAL Paris, le ministre cambodgien de l'Agriculture, a rencontré le 20 octobre son homologue française. Les deux ministres ont travaillé aux grandes lignes d'une déclaration conjointe sur l'agro-industrie et le commerce agricole, qui doit être signée lors de la visite d'État que le Président de la République effectuera au Cambodge (14-16 novembre). Le texte vise à attirer des investissements français dans la production et la transformation agricoles cambodgiennes. Il doit aussi élargir l'accès des produits cambodgiens au marché français, favoriser les échanges d'expertise et la recherche conjointe, et mettre en relation les exportateurs avec des distributeurs français. Dans le même esprit, le ministère du Commerce a réuni le 23 octobre La French Tech Phnom Penh et la société Tech Flow pour améliorer la plateforme de vente en ligne CambodiaTrade.com (paiements internationaux, logistique transfrontalière, retours), afin de toucher les consommateurs français et européens. Ces initiatives préparent le 3<sup>ème</sup> Forum d'affaires France-Cambodge, prévu les 16 et 17 ([inscriptions](#) ouvertes jusqu'au 31 octobre).

## Une hypothèse de croissance ambitieuse

Le projet de loi de finances 2027, adopté le 23 octobre en Conseil des ministres, prévoit 8,8 Md USD de recettes pour 11,2 Md USD de dépenses, soit un écart de 2,4 Md USD. Ces montants reposent sur une hypothèse de croissance de 4 % en 2026, puis de 4,8 % en 2027. La BAD table sur 3,9 % puis 4,7 % en raison de la faiblesse du tourisme. La Banque mondiale est plus prudente encore, avec 3,5 % puis 4 %, du fait de la hausse des prix de l'énergie, du resserrement du crédit et du recul des transferts de fonds des travailleurs émigrés. Pour 2027, le gouvernement compte surtout sur l'industrie (textile, autres industries manufacturières, agroalimentaire) pour porter la reprise. Or, les résultats des neuf premiers mois de 2026 sont contrastés. Les échanges commerciaux restent dynamiques (+21 % sur un an). En revanche, l'investissement ralentit : le montant des projets approuvés recule d'environ un quart, et le crédit bancaire progresse peu. Sans relance de l'investissement, l'accélération attendue en 2027, et avec elle le niveau de recettes prévu, reste incertaine.

## Laos

### L'inflation se stabilise à 7,7 % en octobre, malgré la hausse des tarifs de l'électricité

L'inflation laotienne a légèrement baissé à 7,7 % en octobre 2026, après 7,8 % en septembre, portant l'inflation moyenne à 7,9 % sur les dix premiers mois de l'année. Cette stabilisation masque toutefois la persistance de fortes tensions sur les dépenses contraintes des ménages, les prix du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz ayant augmenté de 29,6 % en glissement annuel, dont 28 % pour l'électricité. Ces pressions s'inscrivent dans le prolongement du choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient, qui avait conduit à un quasi-doublement des prix domestiques des carburants à leur pic de mai. Dans ce contexte, la Banque centrale du Laos (BoL) prévoit une inflation moyenne de 7,9 % en 2026, supérieure à l'objectif gouvernemental de 5 %, avant un ralentissement attendu entre 5,5 % et 5,8 % en 2027. Pour accompagner cette désinflation, la BoL entend renforcer la gestion de la masse monétaire et du crédit, la surveillance du marché des changes et la promotion de l'utilisation du kip, tandis que les ajustements tarifaires de l'électricité demeurent un facteur de pression sur les prix.

### Le gouvernement revalorise de 36 % le salaire minimum pour soutenir le pouvoir d'achat

Le gouvernement laotien a annoncé le 28 octobre une hausse de 36 % de la rémunération mensuelle minimale dans le secteur privé, portée de 2,5 à 3,4 millions de kips laotiens (LAK, environ 150 USD) à compter du 1er janvier 2027. Cette revalorisation comprend une augmentation du salaire de base de 1,6 à 2 millions LAK et de

l'indemnité de vie chère de 900 000 à 1,4 million LAK. Elle intervient dans un contexte de persistance des tensions inflationnistes liées au conflit au Moyen-Orient ainsi que d'érosion prolongée du pouvoir d'achat des ménages. Selon le ministère du Travail, plus de 300 000 Laotiens ont cherché un emploi à l'étranger entre 2021 et août 2025, principalement en Thaïlande, en Corée du Sud et au Japon. La mesure vise ainsi également à limiter les pénuries de main-d'œuvre, identifiées par le FMI comme un frein structurel à la croissance du pays (voir article suivant). Si la hausse des rémunérations pourrait soutenir la consommation et améliorer la rétention des travailleurs, elle risque parallèlement d'accroître les coûts de production des entreprises intensives en main-d'œuvre, dans un environnement marqué par une faible productivité.

### **L'extension des accords de travail saisonnier avec la Corée du Sud accentue les tensions sur le marché du travail**

Le Laos a annoncé les 21 et 23 octobre le renouvellement de deux accords de travail saisonnier avec les collectivités sud-coréennes de Naju et Jangheung, élargissant les possibilités d'emploi dans l'agriculture et la pêche, pour des contrats de cinq à huit mois. Plus de 33 000 travailleurs laotiens ont bénéficié de ce programme depuis 2022, tandis que les autorités visent plus de 17 000 départs vers la Corée du Sud en 2026. Face aux risques de séjour irrégulier, le gouvernement conditionne désormais le maintien du dispositif au respect des visas : un taux national de dépassement de séjour de 50 % entraînera une suspension des délivrances pendant un an, portée à trois ans à partir de 70 %. Cette expansion reflète les écarts de rémunération persistants entre les deux économies : les travailleurs saisonniers peuvent percevoir entre 1 600 et 2 000 USD mensuels en Corée du Sud, contre environ 375 USD pour un diplômé universitaire au Laos. L'attractivité de l'emploi extérieur s'inscrit dans une dynamique plus large : 93 % des 76 604 demandeurs d'emploi enregistrés au Laos sur les neuf premiers mois de 2026 recherchaient un poste à l'étranger. Si ces migrations soutiennent les revenus des ménages et les entrées de devises, avec 500,7 M USD de transferts reçus sur les sept premiers mois de 2026, elles accentuent les difficultés de recrutement des entreprises locales et risquent de freiner le développement des activités productives.

# Timor-Leste

## Le Timor-Leste prend le contrôle total du projet gazier Greater Sunrise après le retrait de l'australien Woodside

L'entreprise publique timoraise Timor Gap a conclu un accord pour racheter la participation opérationnelle de 33,4 % que détenait Woodside Energy dans le projet gazier Greater Sunrise, pour un montant pouvant atteindre 200,0 M USD, dont l'essentiel ne sera versé qu'à la vente de la première cargaison de GNL. Ayant déjà acquis en septembre les 10 % d'Osaka Gas, Timor Gap deviendra, à l'issue de la transaction prévue au premier semestre 2027, l'unique propriétaire de ces gisements. Découverts en 1974, ceux-ci recèleraient 144,4 Md m<sup>3</sup> et 226 millions de barils de condensats, un pétrole brut léger généralement associé au gaz. Leur mise en valeur buttait depuis plusieurs années sur un différend entre Woodside, partisan d'un acheminement du gaz vers l'usine de liquéfaction de Darwin, et les autorités timoraises, attachées à la construction d'une usine sur la côte sud du pays. Le coût du projet est estimé entre autour de 15 Mds USD, avec un début de production en 2034 au plus tôt. Afin d'en assurer le financement, le ministre du pétrole Francisco da Costa Monteiro n'exclut pas d'ouvrir le capital à un partenaire adhérent à « la vision stratégique du Timor ». L'enjeu est déterminant pour le pays, dont le fonds pétrolier, qui s'élevait à 18,9 Md USD en juin, a été constitué grâce aux recettes d'un gisement aujourd'hui épuisé.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (David AH-VOUN, Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI)

Abonnez-vous : [david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr) ; [marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr](mailto:marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr) ; [donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr](mailto:donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr) ; [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org).